

TRADUCTION

F. 92 — 526 (91 — 3062)

**24 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif flamand
relatif à l'enregistrement au Fonds flamand pour l'intégration sociale
des personnes handicapées. — Errata**

Les modifications suivantes sont apportées au texte néerlandais de l'arrêté précité, publié au *Moniteur belge* du 29 octobre 1991, pages 24255-24261 :

- Article 5, alinéa 2, 3^o, dernière ligne : lire « instanties » au lieu de « insanties »;
- Article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, première ligne : lire « gevallen » au lieu de « gevalen »;
- Article 7, § 1^{er}, alinéa 2, première ligne : lire « dat » au lieu de « dar »;
- Article 13, § 3, première ligne : lire « worden » au lieu de « wordt »;
- Article 20, alinéa 2, dernière ligne : lire « opstellen » au lieu de « opgestellen »;
- Article 22, § 1^{er}, 2^o, deuxième ligne : lire « en de diensten » au lieu de « en diensten »;
- Article 23, § 1^{er}, 1^o, deuxième ligne : lire « van 27 juni 1990 » au lieu de « van van 27 juni 1990 »;
- Article 38, § 1^{er}, alinéa 2, première ligne : lire « beroepschrift » au lieu de « beroepsschrift »;
- Article 48, alinéa 1^{er}, première ligne : lire « wordt » au lieu de « worden »;
- Article 52, première ligne : lire « bevoegd voor het gehandicaptenbeleid » au lieu de « bevoegd van het gehandicaptenbeleid »;
- Article 54, alinéa 1^{er}, deuxième ligne : lire « die beslissing » au lieu de « dit beslissing »;
- Article 57, 7^o, deuxième ligne : lire « erkenningsvoorwaarden » au lieu de « erkenningsvoorwaarde »;
- Article 57, 10^o, première ligne : lire « nadere regels » au lieu de « andere regels »;
- Article 58, première ligne : lire « 22 » au lieu de « 23 ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 527

**30 OCTOBRE 1991. — Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone
relatif à la gestion administrative de l'enseignement en Communauté germanophone**

La Communauté française représentée par M. Valmy Féaux, Ministre-Président, M. Jean-Pierre Grafé, Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales et M. Yvan Ylief, Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique et

La Communauté germanophone, représentée par M. Joseph Maraite, Ministre-Président et M. Bernd Gentsges, Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,

Vu les articles 59bis et 59ter de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment ses articles 87, 89 et 92bis, §§ 1^{er} et 5;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 6 et du 18 juillet 1990;

Vu la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6 et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que le personnel chargé jusqu'ici de la gestion administrative de l'enseignement en Communauté germanophone est, pour l'essentiel, du personnel du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française qu'il serait de bonne administration pendant la mise en place progressive des services administratifs de l'enseignement propres à la Communauté germanophone, que ce personnel compétent et expérimenté continue à remplir cette mission pour le compte de l'autorité de la Communauté germanophone,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, le personnel du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné, ainsi que des services d'inspection de la Communauté française assurent dans les limites prévues aux articles 1^{er} et 3 du présent accord la gestion administrative de l'enseignement en Communauté germanophone, dans la mesure où la Communauté germanophone n'assure pas elle-même cette gestion.

Art. 2. Le Ministère et le personnel visés à l'article 1^{er}, sont chargés de communiquer à l'Exécutif de la Communauté germanophone ou à son Ministère, d'initiative ou à la demande de ceux-ci, tous renseignements, documents et projets de décisions utiles à l'exercice adéquat des compétences de la Communauté germanophone.

Art. 3. Le Ministère et le personnel visés à l'article 1^{er} remplissent la mission décrite aux articles 1^{er} et 2 sous l'autorité fonctionnelle de l'Exécutif de la Communauté germanophone, via un fonctionnaire général appartenant au Ministère ou au personnel visés à l'article 1^{er}, désigné de commun accord entre les parties au présent accord de coopération.

Sauf délégation écrite et préalable donnée par l'Exécutif de la Communauté germanophone à dater de l'entrée en vigueur du présent accord et sans préjudice de son pouvoir de contrôle, le Ministère et le personnel de la Communauté française visés à l'article 1er ne peuvent engager la Communauté germanophone vis-à-vis des tiers.

Art. 4. Les deux parties au présent accord conviennent de la nécessité de pourvoir à la formation des agents du Ministère de la Communauté germanophone qui seront appelés à assurer la gestion administrative de l'enseignement en Communauté germanophone.

A cette fin, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française et le personnel du Fonds des Bâtiments scolaires d'Enseignement officiel subventionné accueilleront les agents du Ministère de la Communauté germanophone selon des modalités arrêtées conjointement.

Art. 5. § 1er. Les différends entre les parties au présent accord de coopération sont portés devant les juridictions de droit commun lorsqu'ils concernent la répartition des compétences respectives de la Communauté germanophone et de la Communauté française, ainsi que l'étendue des obligations de chacune vis-à-vis des tiers.

§ 2. Les différends entre les parties du présent accord de coopération relatifs à l'application de ce dernier à la gestion administrative des dossiers sont tranchés par la juridiction visée aux articles 92 bis, § 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, à moins que, dans les soixante jours suivant la notification des griefs par l'une des parties, celles-ci ne conviennent de commun accord de porter le différend devant une juridiction de droit commun.

Art. 6. Les frais qui résultent des services fournis en application du présent accord de coopération feront l'objet d'un remboursement dont le montant sera fixé annuellement de commun accord.

Art. 7. Les parties concernées par le présent accord de coopération conviennent de se concerter régulièrement sur ses mesures d'application.

Art. 8. Le présent accord de coopération est publiée intégralement dans les trois langues nationales au *Moniteur belge*. Il entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Eupen, le 30 octobre 1991.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport
et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,
J. MARAITE

Le Ministre de l'Enseignement
et de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,

B. GENTGES

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM FÜR ERZIEHUNG, FORSCHUNG UND AUSBILDUNG

D. 92 — 527

30. OKTOBER 1991

Kooperationsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Verwaltung des Unterrichtswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Valmy Féaux, Minister-Präsident, Herrn Jean-Pierre Graté, Minister für Unterricht und Ausbildung, Sport und Tourismus und internationale Beziehungen, und Herrn Yvan Ylieff, Minister für Erziehung und wissenschaftliche Forschung, und

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Joseph Maraite, Minister-Präsident der Exekutive, und Herrn Bernd Gentges, Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

Aufgrund der Artikel 92 bis und 92 ter der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen, insbesondere der Artikel 87, 89 und 92 bis, §§ 1 und 5;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 der institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 8 und 18. Juli 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 23. Januar 1989 über die in Artikel 92 bis, §§ 5 und 6, und Artikel 94, § 3, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen erwähnte Gerichtsbarkeit;

In der Erwägung, daß das Personal, das bisher mit der Verwaltung des Unterrichtswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft betraut wurde, hauptsächlich Personal des Ministeriums für Erziehung, Forschung und Ausbildung der Französischen Gemeinschaft ist, daß es verwaltungstechnisch angebracht ist, während der

schrittweisen Einsetzung der eigenen Verwaltungsdienste der Deutschsprachigen Gemeinschaft diese Aufgabe weiterhin durch dieses kompetente und erfahrene Personal für die Deutschsprachige Gemeinschaft erfüllen zu lassen,

Beschlossen :

Artikel 1. Das Ministerium für Erziehung, Forschung und Ausbildung der Französischen Gemeinschaft, das Personal des Fonds für Schulbauten des Offiziellen Subventionierten Unterrichtswesens, sowie die Inspektionsdienste der Französischen Gemeinschaft gewährleisten in dem in Artikel 2 und 3 des vorliegenden Abkommens gesteckten Rahmen die Verwaltung des Unterrichtswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, insofern die Deutschsprachige Gemeinschaft diese Verwaltung nicht selber gewährleistet.

Art. 2. Das in Artikel 1 erwähnte Ministerium und das Personal sind angehalten, der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder ihrem Ministeriums aus eigener Initiative oder auf deren Antrag hin alle Auskünfte, Dokumente und Entscheidungsentwürfe, die für die Ausübung der Zuständigkeiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft von Bedeutung sind, mitzuteilen.

Art. 3. Das in Artikel 1 erwähnte Ministerium und das Personal erfüllen den in Artikel 1 und 2 beschriebenen Auftrag unter der funktionalen Obrigkeit der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, über einen leitenden Beamten des im Artikel 1 erwähnten Ministeriums oder Personals; dieser wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den unterzeichnenden Parteien vorliegenden Kooperationsabkommens bezeichnet.

Außer im Falle einer schriftlichen und vorhergehenden Delegation seitens der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft, datiert ab dem Inkrafttreten vorliegenden Abkommens, und unbeschadet ihrer Kontrollbefugnis können das in Artikel 1 erwähnte Ministerium und das Personal der Französischen Gemeinschaft nicht die Deutschsprachige Gemeinschaft gegenüber Dritten verpflichten.

Art. 4. Die beiden Parteien vorliegenden Abkommens stimmen darin überein, daß es erforderlich ist, die Beamten des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die dazu berufen werden, das Unterrichtswesen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu verwalten, auszubilden.

Zu diesem Zweck werden das Ministerium für Erziehung, Forschung und Ausbildung der Französischen Gemeinschaft und das Personal des Fonds für Schulbauten des Offiziellen Subventionierten Unterrichtswesens Beamte des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft nach gemeinsam festzulegenden Modalitäten aufnehmen.

Art. 5. § 1. Die Unstimmigkeiten zwischen den unterzeichnenden Parteien vorliegenden Abkommens werden vor die ordentlichen Gerichte getragen, insofern sie die Kompetenzzuteilung zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Französischen Gemeinschaft oder das Ausmaß der Verpflichtungen einer jeden Partei gegenüber Dritten betreffen.

§ 2. Die Unstimmigkeiten zwischen den unterzeichnenden Parteien vorliegenden Kooperationsabkommens bezüglich seiner Anwendung auf die Verwaltung von Akten werden durch die in Artikel 92bis, § 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der institutionellen Reformen vorgesehene Gerichtsbarkeit entschieden, es sei denn die beteiligten Parteien würden in gegenseitigem Einverständnis und binnen einer Frist von 80 Tagen nach offizieller Mitteilung der Vorwürfe durch eine der Parteien beschließen, ihre Unstimmigkeit vor ein ordentliches Gericht zu tragen.

Art. 6. Die Kosten, die sich aus der Anwendung vorliegenden Kooperationsabkommens ergeben, sind Gegenstand einer Rückzahlung, deren Höhe jährlich gemeinsam vereinbart wird.

Art. 7. Die durch vorliegendes Kooperationsabkommen betroffenen Parteien vereinbaren, sich in regelmäßigen Zeitabschnitten über seine Anwendungsbestimmungen zu beraten.

Art. 8. Vorliegendes Kooperationsabkommen wird im vollen Wortlaut und in den drei Landessprachen im Staatsblatt veröffentlicht. Es tritt am 1. Januar 1991 in Kraft.

Eupen, den 30. Oktober 1991.

Für die Französische Gemeinschaft :

der Minister-Präsident der Exekutive,
V. FEAUX

der Minister für Unterricht und Ausbildung, Sport
und Tourismus und internationale Beziehungen,
J.-P. GRAFE

der Minister für Erziehung und wissenschaftliche Forschung,
Y. YLIEFF

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft :

der Minister-Präsident der Exekutive,
J. MARAITE

der Minister für Unterricht
und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,
B. GENTGES

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 527

30 OKTOBER 1991. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het administratief beheer van het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Valmy Féaux, Minister-Voorzitter, de heer Jean-Pierre Grafé, Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen, en de heer Yvan Ylfeff, Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, en de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de heer Joseph Marais, Minister-Voorzitter en de heer Bernd Gentges, Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugdzorg en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de artikelen 59 bis en 59 ter van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, zoals gewijzigd, inz. de artikelen 87, 89 en 92 bis, §§ 1 en 5;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, zoals gewijzigd door de wetten van 6 en 18 juli 1990;

Gelet op de wet van 23 januari 1989 betreffende het rechtscollege bedoeld bij de artikel 92 bis, §§ 5 en 6 en 94, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen;

Overwegende dat het tot nu toe met het administratief beheer van het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap belaste personeel, hoofdzakelijk bestaat uit personeelsleden van het ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap en dat een goed beheer vereist dat tijdens de geleidelijke instelling van bestuursdiensten voor het onderwijs die onder de Duitstalige Gemeenschap ressorteren, dit bevoegd en ervaren personeel die opdracht zou blijven vervullen voor rekening van de overheid van de Duitstalige Gemeenschap,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap, het personeel van het fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de inspectiediensten van de Franse Gemeenschap voorzien, binnen de perken gesteld bij de artikelen 2 en 3 van dit akkoord, in het administratief beheer van het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap, voor zover deze Gemeenschap niet zelf in dat beheer voorziet.

Art. 2. Het Ministerie en het personeel bedoeld in artikel 1 zijn gelast, de Executieve of het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, uit eigen beweging of op hun aanvraag, alle inlichtingen, stukken en ontwerpen van beslissingen mee te delen die dienstig zijn voor een behoorlijke uitoefening van de bevoegdheid van die Gemeenschap.

Art. 3. Het Ministerie en het personeel bedoeld in artikel 1 vervullen de in de artikelen 1 en 2 bedoelde opdracht onder het functioneel gezag van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, via een opperamtenaar behorend tot het in artikel 1 bedoelde Ministerie of personeel, in gemeen overleg aangewezen door de partijen bij dit akkoord.

Behoudens schriftelijke overdracht van bevoegdheid, vooraf gegeven door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap vanaf de inwerkingtreding van dit akkoord, onverminderd haar controleopdracht, kunnen het Ministerie en het personeel van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1 de Duitstalige Gemeenschap niet tegenover derden verbinden.

Art. 4. Beide partijen bij dit akkoord erkennen de noodzaak te voorzien in de opleiding van de personeelsleden van de Duitstalige Gemeenschap die met het administratief beheer van het onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap belast zullen worden.

Daartoe zullen het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap en het personeel van het fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap onthalen volgens een gemeenschappelijk bepaalde regeling.

Art. 5. § 1. De geschillen tussen de partijen bij dit akkoord worden voorgelegd aan de gemeenrechtelijke rechtscolleges wanneer ze de verdeling van de bevoegdheid tussen de Duitstalige en de Franse Gemeenschap; alsook de omvang van de verplichtingen van elk ervan t.o.v. derden betreffen.

§ 2. De geschillen tussen de partijen bij dit akkoord over de toepassing ervan op het administratief beheer van de dossiers worden beslecht door het rechtscollege bedoeld in artikel 92 bis, § 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, tenzij de partijen binnen de 60 dagen na kennisgeving van de bezwaren van één partij, in gemeen overleg beslissen, het geschil voor te leggen aan een gemeenrechtelijk rechtscollege.

Art. 6. De kosten voortvloeiend uit de diensten, verstrekt krachtens dit akkoord, zullen terugbetaald worden tot een bedrag dat jaarlijks in gemeen overleg vastgesteld wordt.

Art. 7. De partijen bij dit akkoord komen overeen, regelmatig overleg te plegen over de toepassingsmaatregelen.

Art. 8. Dit samenwerkingsakkoord wordt integraal bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* in de drie landstalen, en treedt in werking op 1 januari 1991.

Eupen, 30 oktober 1991.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport,
Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Minister van Onderwijs
en Vorming, Cultuur, Jeugdzorg en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. GENTGES

F. 92 — 528

**14 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant certaines délégations de compétences relatives au personnel
du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation**

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et notamment les articles 69, 83 et 87;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 31 mars 1988, 25 novembre 1988 et 4 septembre 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les membres de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 5 février 1991;

Sur proposition du Ministre-Président, du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations Internationales, du Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique et du Ministre de la Santé et des Affaires sociales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. Délégation est accordée aux membres de l'Exécutif ayant le personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation — dans leurs attributions pour procéder aux nominations ou aux promotions des membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation — à l'exception des nominations ou promotions aux grades des rangs 15, 16 et 17.

Art. 2. Délégation est accordée aux membres de l'Exécutif visés à l'article 1^{er} pour accomplir, à l'égard des membres du personnel pour lesquels ils sont investis du pouvoir de nomination, tous les actes qui, en application du statut et des arrêtés qui le complètent ou l'exécutent, ressortissent à la compétence de l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Art. 3. Sont assimilés à des actes de l'Exécutif les actes visés aux articles 1 et 2 du présent arrêté qui ont été pris par les membres de l'Exécutif ayant le personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation — dans leurs attributions, depuis le 15 novembre 1990.

Art. 4. Les membres de l'Exécutif ayant le personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation — dans leurs attributions, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 novembre 1990.

Bruxelles, le 14 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française

Le Ministre-Président, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,
du Sport, du Tourisme et des Relations Internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre de la Santé et des Affaires sociales,

F. GUILLAUME